

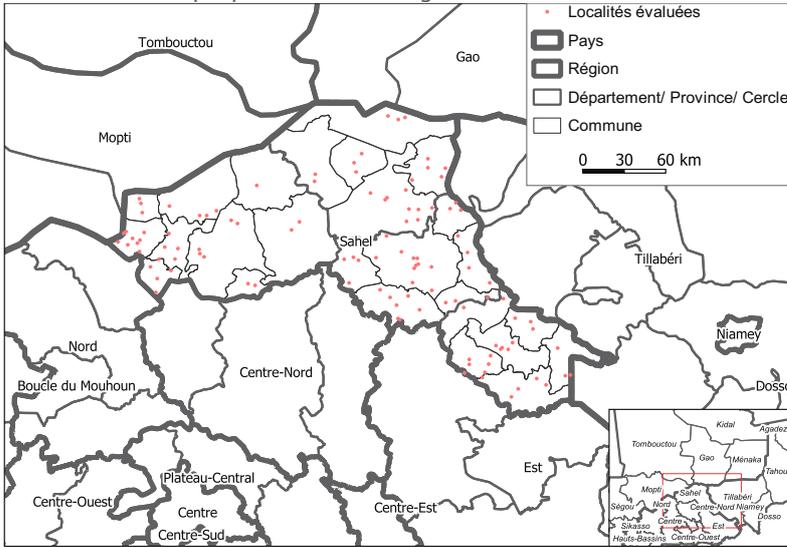


Suivi de la situation humanitaire (HSM)

Zone des trois frontières | Burkina Faso | Région du Sahel

Couverture géographique

Localités évaluées par province dans la région du Sahel



Communes couvertes

- Province de l'Oudalan** | Communes de Deou, Gorom-Gorom, Markoye, Oursi, Tin-Akoff
- Province du Soum** | Communes de Arbinda, Baraboule, Diguel, Djibo, Kelbo, Koutougou, Nassoumbou, Pobe Mengao, Tongomayel
- Province du Yagha** | Communes de Boundore, Mansila, Sebba, Solhan, Tankougounadie, Titabe
- Province du Seno** | Communes de Bani, Dori, Falagountou, Gorgadjî, Sampelga, Seytenga

Couverture de l'évaluation

- 144 IC interviewés**
 - 105 ont visité les localités au cours des 30 derniers jours
 - 39 ont été en contact (en personne / par téléphone) avec une personne de la localité au cours des 30 derniers jours
- 117 localités évaluées**
- 4 / 4 Provinces évaluées avec 5% de couverture ou plus**

Contexte

Depuis la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger est caractérisée par un climat d'insécurité. Principalement due à la présence de groupes armés, mais également à la montée de la criminalité et à des tensions entre les communautés, cette situation sécuritaire critique a causé le déplacement de 1 501 775 personnes déplacées internes (PDI) au Burkina Faso à la date du 30 Novembre 2021¹.

REACH bénéficie du financement du Bureau d'Assistance Humanitaire (BHA) de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et réalise depuis janvier 2020 un suivi des besoins humanitaires multisectoriels, suite à une phase pilote au mois de novembre 2019. Cette fiche d'information présente les principaux résultats de ce suivi de la situation humanitaire dans la région du Sahel, au mois de Novembre 2021. Tous les produits d'information sont disponibles sur le site [Reach Resource Center](https://reachresourcecenter.org/).

Méthodologie

La méthodologie employée pour ce suivi est la méthodologie dite "zone de connaissance". Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans la région, y compris dans les zones difficilement accessibles. Les données ont été collectées au niveau des localités, à travers des entretiens avec des informateurs clés (IC). Ces IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (datant de moins d'un mois) et détaillée des localités. Les informations sont rapportées lorsqu'au moins 5% des localités de l'Admin 3 (commune) ont été évaluées.

Cet aperçu de la situation présente les données recueillies entre le 9 et le 30 novembre 2021. Sauf indication contraire, tous les pourcentages représentent la proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté cette réponse spécifique pour la majorité de la population de la localité dans une période de 30 jours précédant la collecte des données. Par conséquent, les résultats présentés dans ce produit doivent être considérés comme indicatifs.

Résultats clés

% de localités évaluées où les IC ont rapporté :	Sahel			
	Oudalan	Soum	Yagha	Seno
La présence de groupes de population déplacée interne (PDI)	96%	81%	56%	97%
L'arrivée de nouvelles PDI aux cours des 30 derniers jours ²	4%	16%	8%	9%
L'arrivée de retournés au cours des 30 derniers jours ²	0%	3%	20%	0%
Un accès insuffisant à la nourriture pour la majorité de la population	48%	59%	40%	13%
Une perturbation des moyens de subsistance habituels	61%	38%	24%	16%
Des contraintes d'accès à distance de marche aux services de santé ³	17%	16%	4%	19%
Des contraintes d'accès à distance de marche aux services nutritionnels ³	13%	14%	0%	19%
Un accès insuffisant à l'eau pour la majorité de la population	70%	35%	40%	47%
Des conditions de vie non adéquates pour la majorité des PDI ⁴	50%	33%	21%	42%
Des contraintes d'accès aux services éducatifs à distance de marche ³	83%	95%	92%	38%
Un sentiment d'insécurité pour la majorité de la population	100%	88%	70%	75%

1. Conseil National de Secours, d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR). [Situation des personnes déplacées internes dans les communes](#), Novembre 2021

2. Pourcentage calculé par rapport à la totalité des localités ayant rapporté la présence du groupe de population en question lors des 30 derniers jours.

3. La définition de « à distance de marche » est laissée à la discrétion des IC

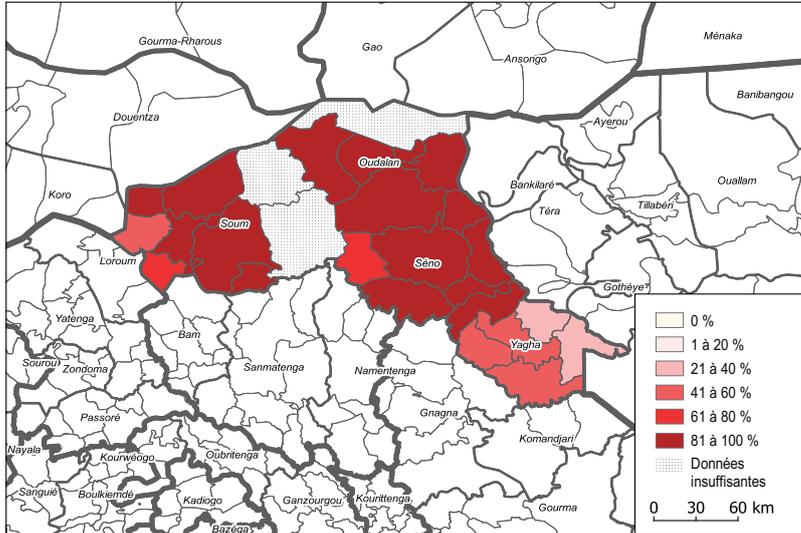
4. La définition de « conditions de vie adéquates » est laissée à la discrétion des IC.

Suivi de la situation humanitaire (HSM)

Zone des trois frontières | Burkina Faso | Région du Sahel

🚶 Déplacements et mouvements de population

Proportion de localités évaluées en Novembre où les IC ont rapporté la présence de PDI ou de réfugiés au cours des 30 jours précédant la collecte de données (parmi les localités rapportant la présence de ces groupes):



Top 3 des provinces ayant la plus forte proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté la présence de PDI / retournés / réfugiés :

	PDI	Retournés	Réfugiés ⁵
1	Seno 97%	Yagha 48%	Soum 5%
2	Oudalan 96%	Soum 22%	
3	Yagha 56%	Oudalan 9%	

D'après les données du CONASUR sur la situation des personnes déplacées internes au Burkina Faso, le Sahel accueillait 510 279 PDI au 30 novembre 2021¹ soit 34% des PDI du pays. Cela représentait une hausse d'environ 5% par rapport au mois de septembre. Dans la région du Sahel, la présence de PDI était rapportée par les IC dans 83% des localités évaluées. Tout comme au mois de septembre, le Seno reste la première province d'accueil de PDI (97%) selon les IC interrogés. Les PDI dont le déplacement date de 4 à 6 mois sont les plus enregistrés dans les localités (26%) de la région selon les ICs. La quasi-totalité des PDI sont originaires de leur province d'accueil sauf au Seno où des PDI venant de la Komondjari ont été rapportés. Les provinces de concentration des PDI sont par ordre d'importance le Seno, l'Oudalan et le Yagha. Les principaux motifs de déplacement restent presque les mêmes que le mois de septembre dernier c'est-à-dire la violence dans la localité d'origine et le déplacement préventif pour se mettre à l'abri des attaques. Dans toute la région, la principale raison des déplacements étaient les violences selon les IC dans 91% des localités évaluées. La présence des réfugiés venant tous du Mali (Mopti) a été rapportée par les IC dans le Soum.

Facteurs principaux déclenchant les déplacements de PDI (% de localités évaluées dans la région du Sahel)² :

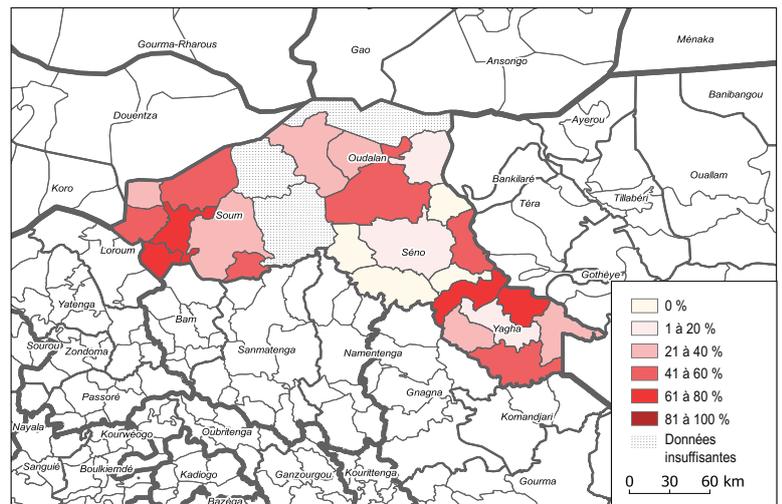
Violence dans la localité d'origine	91%	■
Déplacement préventif	6%	■

La présence des retournés a été rapportée dans 19% des localités évaluées notamment dans la province du Yagha où leur présence a été rapportée par les IC dans 48% des localités évaluées. Dans la province du Soum, les IC ont rapporté que dans 25% des localités évaluées la population était toute constituée de personnes retournées. Cela pourrait être expliqué par les initiatives de négociation entre populations et groupes armés dans certaines localités de cette province.

🌾 Sécurité alimentaire et moyens de subsistance

La sécurité alimentaire et l'accès aux moyens de subsistance demeurent problématique dans la région du Sahel. En effet, les agriculteurs ont connu des pertes de récoltes tout au long de la saison agricole en raison des aléas climatiques (sécheresse et inondations) et les attaques d'oiseaux granivores en particulier dans les provinces du Soum, de l'Oudalan et du Seno. Par conséquent, la production agricole 2021 était en baisse par rapport à la moyenne quinquennale⁶. L'accès à la nourriture n'était pas suffisant dans plus de 40% des localités évaluées dans la région. Cette insuffisance de la nourriture était davantage rapportée par les IC dans les localités des provinces de l'Oudalan et du Soum notamment dans les communes de Arbinda, Koutoukou, Pobe Mengao et Gorom-Gorom. Les principales raisons de ce manque de nourriture étaient l'insécurité dans l'accès aux terres (70% des localités évaluées), l'accroissement des prix (30%)⁷ et le manque de bétail (30%)⁷, ces deux dernières concernaient particulièrement le Soum. La majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels dans 33% des localités évaluées. Les activités de subsistance les plus perturbées étaient l'élevage de bétail (64% des localités évaluées) notamment dans le Yagha, l'orpaillage (59% des localités évaluées) et l'agriculture pour autoconsommation (54% des localités évaluées)⁸.

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté un accès insuffisant à la nourriture pour la majorité de la population :



% de localités évaluées où les IC ont rapporté l'absence de marchés fonctionnels à distance de marche, et principale raison (top 3 des provinces)⁷ :

Sahel	5%	■	Décision des autorités
Soum	11%	■	Décision des autorités
Oudalan	4%	■	Décision des autorités
Seno	3%	■	Pas de marché à distance de marche

% de localités évaluées dans le Sahel où les IC ont rapporté que la majorité de la population avait accès à ses moyens de subsistance habituels :



5. Aucun IC n'a signalé la présence de réfugiés dans les localités enquêtées des provinces du Seno, du Yagha et de l'Oudalan

6. FEWS NET, Burkina Faso Perspectives sur la sécurité alimentaire Octobre 2021 à Mai 2022

7. Les IC pouvaient sélectionner toutes les options pertinentes pour répondre à cette question.
8. La définition de « distance de marche » et de « fonctionnel » est laissée à la discrétion des IC.



Suivi de la situation humanitaire (HSM)

Zone des trois frontières | Burkina Faso | Région du Sahel

Santé et Nutrition

% des localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté l'absence de services de santé fonctionnels à distance de marche, et principale raison de contrainte d'accès⁹:

Région du Sahel	15%	■	Infrastructure de santé très éloignée
Seno	19%	■	Infrastructure de santé très éloignée
Oudalan	17%	■	Pas de médicament disponibles
Soum	16%	■	Pas de médicament disponibles

Selon les IC, la majeure partie de la population avait accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche dans plus de 85% des localités évaluées. Le principal type de service auquel la majorité de la population avait accès était des centres de santé et de promotion sociale (CSPS) rapporté dans 81% des localités évaluées où les IC avaient rapporté l'existence des services de santé fonctionnels et accessibles à distance de marche. La raison principale de l'absence de services de santé à distance de marche est l'éloignement des infrastructures de santé. Par ailleurs, dans les provinces du Soum et de l'Oudalan, la principale raison rapportée par les IC est le manque de médicaments.

Abris et biens non-alimentaires(BNA)

% de localités évaluées ayant rapporté la présence de PDI où la majorité d'entre eux ne vivaient pas dans des conditions adéquates de logement (top 3 des provinces)¹⁰ :

Région du Sahel	38%	■
Oudalan	50%	■
Seno	42%	■
Soum	33%	■

Dans plus de 38% des localités évaluées où les IC ont rapporté la présence de PDI, ceux-ci ne vivaient pas dans des conditions adéquates. La raison principale pour laquelle la majorité des PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates est le manque d'espace fermé garantissant l'intimité et la protection selon les IC dans 68% des localités évaluées. D'autres raisons comme le manque de sécurité (11% des localités évaluées), le manque d'accès aux moyens de subsistance (3% des localités évaluées) ont été rapportées par les IC. Selon ces derniers, la population locale disposait d'abris permanents dans la totalité des localités évaluées tandis que les PDI ne bénéficiaient principalement de ce type d'abris que dans 49% des localités évaluées. Dans les autres localités évaluées, les PDI disposaient principalement d'abris de transition avec une structure en bâche (14% des localités évaluées), d'abris d'urgence (11% des localités évaluées) et des habitats en paille (7% des localités évaluées). Des destructions d'abris ont été rapporté par les IC dans 18% des localités évaluées avec pour raison les intempéries (67% des localités évaluées), les combats (29% des localités évaluées) et les incendies (5% des localités évaluées).

Top 3 des raisons pour lesquelles la majorité des PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates (% de localités évaluées)¹¹:

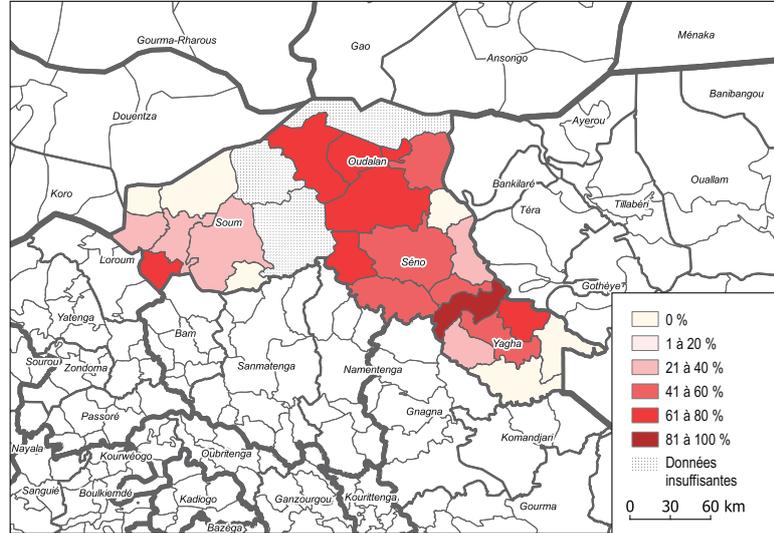
- 1 Manque d'espace fermé garantissant intimité et protection **68%**
- 2 Quartier ou aire non sécurisé **11%**
- 3 Manque d'accès aux moyens de subsistance **3%**

En matière de biens non alimentaires (BNA), des besoins en articles d'hygiène ont été signalés dans 20% des localités évaluées notamment dans le Seno où les communes comme Gorgadji, Dori et Bani étaient plus concernées, suivis de besoins en moustiquaire et bidoon (17% des localités évaluées).

9. Les IC pouvaient sélectionner toutes les options pertinentes pour répondre à cette question.
10. La définition de «adéquates» est laissée à la discrétion de l'IC.

Eau, hygiène et assainissement (EHA)

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté un accès insuffisant à l'eau pour couvrir les besoins des ménages :



% de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population s'est lavé les mains sans savon ou cendre:

Région du Sahel	63%	■
Soum	78%	■
Yagha	68%	■
Seno	59%	■
Oudalan	39%	■

L'accès à l'eau par les populations n'était pas satisfaisante dans la région du Sahel. Ainsi dans plus de 46% des localités évaluées, les IC rapportaient que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour satisfaire les besoins du ménage, notamment dans l'Oudalan et le Seno. La source d'eau utilisé pour la majorité de la population était le forage (88% des localités évaluées) selon les IC. Dans plus de la moitié des localités évaluées (50%), le temps requis pour rejoindre la source d'eau, attendre, collecter l'eau, et en revenir était de moins d'une heure. Cependant, dans 44% et 39% des localités étudiées respectivement dans le Seno et l'Oudalan, ce temps était égal ou supérieur à une demi-journée. A l'échelle de la région, dans près de 20% des localités évaluées, les IC rapportaient que la population n'accédait pas à certains points d'eau à cause de l'insécurité notamment dans l'Oudalan et le Soum où les communes comme Gorom-Gorom, Deou, Arbinda et Diguel étaient plus concernées. Au niveau de l'assainissement, les IC rapportaient que dans 50% des localités évaluées, la majorité des populations pratiquait la défécation à l'air libre notamment dans le Soum (Kelbo, Koutoukou, Nassoumbou). De plus, les IC rapportaient que dans 63% des localités évaluées, le lavage des mains se faisait avec de l'eau seulement.

% de localités évaluées où la majorité de la population n'utilisait pas de latrines:

Région du Sahel	50%	■
Soum	62%	■
Yagha	48%	■
Oudalan	48%	■
Seno	38%	■

11. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC ont rapporté que la majorité des PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates.

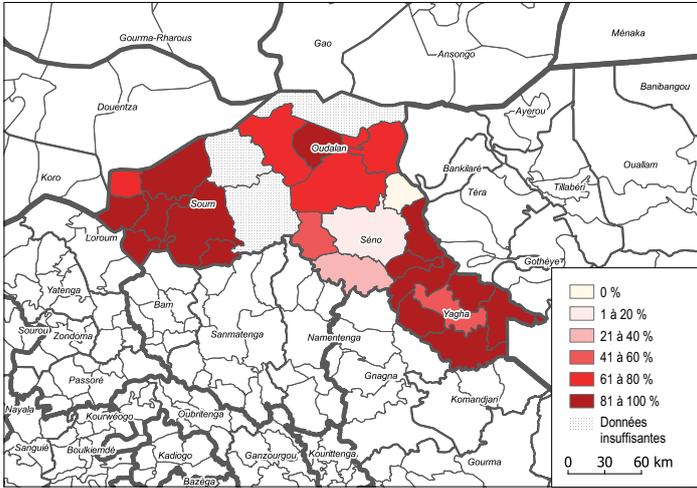


Suivi de la situation humanitaire (HSM)

Zone des trois frontières | Burkina Faso | Région du Sahel

Education

Proportion de localités évaluées en Novembre où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche:



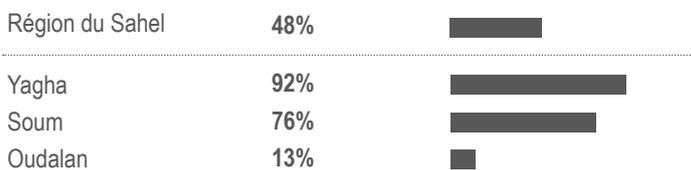
L'accès à l'éducation demeure problématique dans la région du Sahel. En effet dans 76% des localités évaluées, les IC rapportaient que la majeure partie de la population n'avait pas accès à des services éducatifs à distance de marche. Les principales causes de la non disponibilité des services d'éducation étaient, entre autres, le manque d'enseignants dans la zone (72% des localités évaluées), l'arrêt de travail des enseignants (15% des localités évaluées), la fermeture des infrastructures d'éducatives par les autorités (6% des localités évaluées)¹². Par ailleurs les ménages ne disposaient d'aucune stratégie pour palier au manque de services d'éducation dans 90% des localités évaluées notamment dans l'Oudalan.

Principales raisons du manque d'accès à l'éducation (% de localités évaluées)¹³

- 1 Manque d'enseignants dans la zone **72%**
- 2 Les enseignants ont arrêté de travailler (grève, menaces) **15%**
- 3 Les infrastructures sont fermées sur décision des autorités **6%**

Communication

% de localités évaluées où un réseau téléphonique stable n'existait pas (top 3 des provinces) :

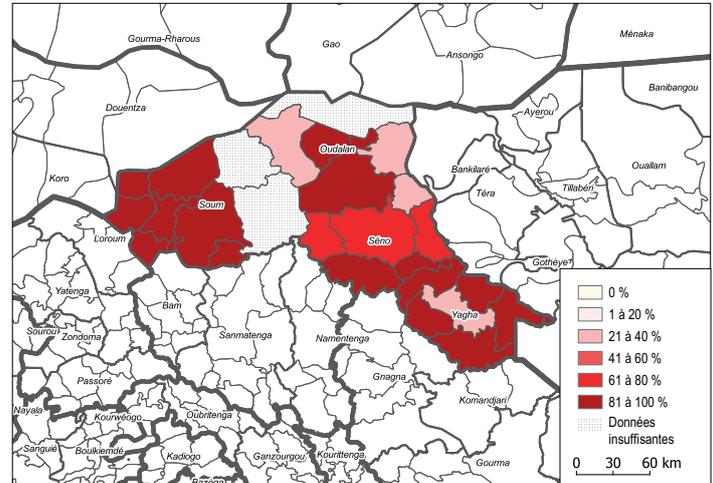


L'accès à l'information demeure une préoccupation dans la région du Sahel pour la majeure partie des populations. En effet, dans 45% des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population avait des difficultés à accéder à de l'information sur l'aide humanitaire disponible. Dans 48% des localités évaluées, les IC ont rapporté qu'il n'existait pas de réseau téléphonique stable, notamment dans le Yagha (92% des localités évaluées) et le Soum (76% des localités évaluées)¹². Selon les IC, le type d'information qui aurait été le plus utile était les informations sur le contexte sécuritaire (57% des localités évaluées)¹². Le second type d'information cité concerne l'accès à l'assistance humanitaire, rapporté dans 15% des localités évaluées par les IC.

12. Les IC ne pouvaient sélectionner qu'une seule option
 13. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC avaient signalé la non fonctionnalité des écoles sur la période.
 14. Les IC étaient libres de sélectionner plusieurs options.

Protection

Proportion de localités évaluées en Novembre où les IC ont rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité :



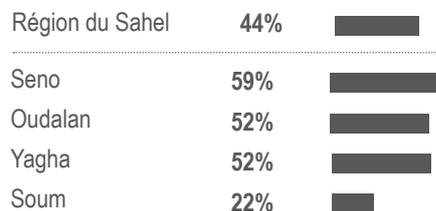
Principales inquiétudes en matière de protection (% de localités)^{14 15}:

Violence par un groupe armé	86%	██
Vol de bétail	51%	████████████████████
Enlèvement	51%	████████████████████
Criminalité	29%	████████████████

Dans la région du Sahel, les IC ont rapporté que la majeure partie de la population ne se sentait pas en sécurité dans 85% des localités évaluées. Ces inquiétudes étaient particulièrement présentes dans les provinces du Soum et du Yagha notamment dans les communes de Arbinda, Baraboule, Tankougouna et de Solhan. Les principales préoccupations des populations étaient la violence par un groupe armé (86% des localités évaluées), le vol de bétail (51%), les enlèvements (51%) et la criminalité (29%)^{14 15}. Malgré ces importantes préoccupations, les relations entre les populations déplacées et non déplacées étaient décrites comme bonnes dans près de 77% des localités évaluées. Enfin, le manque de service de protection a été rapporté dans 64% des localités évaluées notamment dans l'Oudalan et le Yagha.

Redevabilité aux populations affectées

% des localités évaluées où au moins une partie de la population a reçu une aide humanitaire :



Top 3 des secteurs d'intervention mentionnés comme prioritaires pour la majorité de la population (% de localités évaluées)¹⁶ :

- 1 Sécurité alimentaire **96%**
- 2 Eau, Hygiène et Assainissement **62%**
- 3 Moyens d'existence **26%**
- 4 Protection **26%**

15. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC avaient signalé des inquiétudes en matière de protection.
 16. Les IC pouvaient sélectionner jusqu'à trois options.